

# Passes d'armes au sein de la courtoisanerie

C'est du n'importe quoi aussi bien de la part des politiciens les plus en vue que du côté de la cohorte des candidats sans la moindre qualification dans les techniques de la communication. Car, de quelque côté où l'on croit pouvoir capter enfin un message politique cohérent et à la hauteur des enjeux de ce scrutin, l'on est vite dissuadé par l'insignifiance des propos tenus. Même les piques verbales échangées entre chapelles rivales ont des airs de déjà «entendu» et ne contribuent guère à bonifier ce vieux duel au fleuret mouche-té, auquel s'adonnent le FLN et le RND à l'abri du pré carré du pouvoir.

Ce sont d'ailleurs ces vieilles branches de notre pluralisme de pacotille qui cette fois imitent le style relâché et à la limite de la trivialité de ces nouvelles pousses à peine sorties des limbes d'une administration bienveillante. Tous, sans exception, ont choisi pour l'oral de la compétition de bavarder plutôt avec les auditoires faute de pouvoir convaincre par le discours. C'est dire que tout reste à faire dans le domaine de la communication de cette classe politique qui gouverne le pays. Même ceux parmi les ténors auto-proclamés qui s'étaient décidés à faire un travail de proximité en optant pour des allocutions explicatives susceptibles d'être relancées par des questions ou des interpellations venant de la salle, ce retrouveront piégés plus d'une fois. Et ce furent les Ouyahia et Ould-Abbès indissociables faire-valoir du palais, mais dont l'inimitié politique relèverait plutôt d'une certaine coquetterie propre à la courtoisanerie, qui exhumèrent alors la polémique autour du rôle de chacun des partis dans la perpétuation de l'actuel pouvoir. A travers certaines allusions, ce furent eux qui, sans se douter, donneront le «la» de cette législative dont les urnes n'auront pour unique fonction que de déterminer l'ordre de la botte.

Se sachant par avance vainqueurs

avant d'avoir réellement convaincu, le FLN et le RND ferraillent déjà sur la question de la prééminence dans le prochain gouvernement. Mais alors quid du mot d'ordre «changement» que l'appareil d'Etat utilise comme argument afin de mobiliser et les partis et l'électorat ? Il est vrai que le premier cercle du pouvoir n'a pas trouvé nécessaire d'étayer cette promesse se contentant de rassurer vaguement les partis d'un retour d'ascenseur valorisant.

Le contrat de dupes n'est-il donc pas en train de s'esquisser au détriment du reste de la classe politique priée impérativement de faire d'abord campagne pour une participation massive avant de plaider pour ses propres programmes ? Tant que les leviers de l'Etat resteront du domaine exclusif de l'exécutif, un Parlement ne peut au mieux que justifier les options du président de la République en lui combinant en toutes circonstances une «majorité».

Autrement expliquées, les limites du changement attendu pour le lendemain du 4 mai consisteront à multiplier les groupes parlementaires pour les besoins des débats sans pour autant remettre en cause la majorité des 232 sièges octroyés de facto au binôme FLN et RND. Or, si au cœur de la campagne, Ould-Abbès et Ouyahia s'efforcent de marquer une certaine différence par rapport à l'autre, ils sont en définitive interchangeables dans la pratique du pouvoir qui, durant 13 années (2000-2013), avait alterné l'octroi du poste de Premier ministre entre ces deux partis. Ouyahia, bien mieux loti que tous les alter-ego qui se sont partagé ce privilège au nom du FLN, apprécie parfaitement l'avantage qu'il tire de ce nivellement d'influence dans l'appréciation personnelle de Bouteflika, lequel avait rarement tenu compte de l'argument arithmétique de la représentativité, pourtant avantageuse pour le FLN.

Pour sa part, la nouvelle direction de

celui-ci rappelle souvent au RND qu'il ne doit le privilège de paritaire qu'au fait du prince et qu'il en sera autrement au cours de cette législative dès l'instant où l'amendement récent de la Constitution accorde clairement au parti majoritaire le droit de conduire le gouvernement. Seulement, cette précision constitutionnelle ne prive en aucune manière le chef de l'Etat de son pouvoir régalié de désigner à ce poste qui il souhaite. Voilà ce qui pourrait obliger cette coalition de mettre un bémol à ses querelles intestines.

Cimentée comme un véritable cartel, cette alliance, réduite à deux après l'exclusion en 2012 du Hamas, survivra sûrement à la prochaine phase de recomposition. Bien qu'elle fût la véritable cheville ouvrière du pouvoir dans le domaine politique grâce à laquelle sa longévité est parvenue à transgresser tous les problèmes d'éthique, elle se révèle par contre comme la source de toutes les contradictions qui ont émaillé les grandes options économiques, voire l'échec souligné d'un Etat dilapidateur. Depuis des mois déjà, les «spin doctors» du palais réfléchissent sur une alternative à ce tissu partisan afin d'être en capacité de relancer la machine politique du pouvoir malgré l'effacement physique du Président et, par conséquent, autrement qu'avec le RND et le FLN que seul Bouteflika avait l'ascendant de contrôler. Or, c'est au creux de ce doute ambiant que ce binôme en question s'affranchit de certaines précautions dans les discours et abuse dans l'échange de malsaines accusations. Même si l'hypothèse est peu envisageable dans l'immédiat, cette «union» conduite par deux personnalités installées depuis longtemps dans la servitude du palais et rompues à la complotite, hésitera à prendre les devants. Sans doute que les retombées de ce scrutin ne la sanctionneront pas dans ce sens sauf qu'elle sera destinataire de mise en



Par Boubakeur Hamidechi  
boubakeur.hamidechi@yahoo.fr

garde. C'est alors qu'au nom de la «sainte alliance» ayant accompagné le régime durant 19 années, il sera décidé que les partis politiques n'ont plus de raison d'exister tant l'archaïsme de la notion de «militant» est tombé en désuétude. Alors s'organiseront des portes ouvertes sur le mouvement associatif et la société civile pour occuper l'espace dévolu à la défense des libertés publiques.

Utopie que ce genre de projet ? Certainement pas pour peu que l'on sache lire la presse qui nous apprend qu'une rencontre nationale du mouvement associatif se tiendra le 29 avril au Club-des-Pins dans le but de s'impliquer dans la mobilisation populaire le 4 mai<sup>(1)</sup>.

Tristes partis politiques à la peine coupables d'avoir démonétisé les glorieuses notions «d'engagement et de militantisme».

B. H.

(1) In le *Quotidien d'Oran* du jeudi 20 avril (page 2) «Rencontre nationale du mouvement associatif».

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com  
@laalamhakimus



## Mémoire ! Mémoire ! Mémoire !

Présidentielles françaises. Le Pen sur BFM-TV : «La colonisation a apporté à l'Algérie des hôpitaux, des routes, des écoles...» Et l'électricité, Marine, n'oublie surtout pas l'électricité ! A travers un vaste réseau de...

... baignoires !

Cazeneuve, Premier ministre français, annonce des mesures exceptionnelles pour sécuriser le scrutin présidentiel, dimanche, après l'attentat des Champs-Élysées. Déjà, des craintes sérieuses de voir les chiffres de l'absentéisme grimper ont été exprimées. D'autres pensent que cette action violente va profiter fatalement à la candidate Le Pen. C'est un débat franco-français. Mais pas que ! Comme à chaque fois en pareilles circonstances douloureuses, me reviennent en vagues tumultueuses des images, des sons, des odeurs entêtantes, souvent insupportables. Celle de la poudre et du sang mélangés sur les trottoirs de la terreur. Alors, comme à chaque fois, je pense aux mêmes personnes. Mes frères et sœurs. Mes B'net et Ouled Bladi ! Je rends hommage aux Algériennes et Algériens qui ont voté en 1995 malgré les attentats en série et surtout les tracts et promesses du GIA de tuer tous ceux qui se rendraient aux bureaux de vote. Le tout, dans un pays, l'Algérie, isolé du reste du monde, mis en quarantaine, notamment par ceux-là mêmes qui paniquent aujourd'hui à l'Élysée, qui disent à force de «comités de sécurité spéciaux», de réunions d'experts urgentes, tout l'arsenal qu'ils vont développer, tout l'attirail qu'ils vont mettre en branle sans pitié pour terrasser la bête. Me reviennent en mémoire les policiers de la rue Bouzrina. Oui ! Ce corps de police que certains veulent absolument réduire à un

outil de répression, caricaturer en blanc ou en noir, sans nuance aucune. Oui, la police a réprimé les démocrates. Oui, elle est coupable de choses moches. Comme toutes les polices du monde. Mais elle est aussi belle de l'apprentissage dur qu'elle a dû faire dans le sang de la lutte contre ceux que les sociaux français appelaient alors les «groupes armés rebelles» ou les «combattants islamistes». L'armée algérienne, elle aussi a eu son lot de caricatures. Cette armée-là a également fait face, avec les autres corps de sécurité, à une nouvelle forme de guerre. En urbanité. Et en ruralité. Sans aide internationale réelle, ou presque. Cet apprentissage a eu un prix. Les cimetières d'Algérie affichent ce prix aujourd'hui encore. Pour mémoire ! Et pour mémoire, surtout, sans expérience aucune, face à une bête immonde, à quelques heures d'une élection, en 1995, l'Algérie majoritaire, celle que certains ont voulu ensuite effacer en 1999, a défié le mot d'ordre mortifère du GIA. Ces rapetis-là ne sont pas «jouissifs». De ce côté-ci de la détresse, nous ne nous réjouissons jamais de la mort d'un flic en faction sur la plus belle avenue du monde. Par contre, le souvenir pour nos martyrs est important. Parce que nos morts à nous ont été salés à l'époque, par la même «bienpensance» parisienne qui les a affublés sans retenue des labels infamants de «généralistes génocidaires» ou d'«escadrons de la mort» ou encore de «junte janviériste». Toutes les minutes de silence, même celles que l'on enregistrerait rétroactivement, même celles que l'on observerait sur les Champs-Élysées, ne pourraient effacer l'insulte faite à nos martyrs de la guerre totale contre l'islamisme armé. Que ce soit acté ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.